

Dialogue Régional sur L'environnement et le Développement

Chez Lando, 30 Mai 2017

RESOLUTIONS

Nous, représentants de gouvernements, de la société civile, d'académies et du secteur privé ainsi que d'autres institutions ayant un intérêt dans la gestion durable de la biodiversité et des ressources naturelles dans la région du rift Albertin, s'étant rencontré à Kigali le 30 Mai 2017 au cours du dialogue régional sur l'environnement et le développement organisé par ARCOS et REMA;

Reconnaissons le fait que la région du rift Albertin est doté d'une grande richesse de ressources naturelles qui peuvent soutenir un réel développement de nos pays;

Reconnaissons la haute diversité culturelle et la riche histoire qui caractérisent les populations des pays de la région;

Apprécions qu'un nombre d'étapes ont été entreprises pour établir des cadres juridiques et institutionnels favorables à l'harmonisation de la gouvernance des ressources naturelles à travers les frontières;

Observons que des pays comme l'Uganda et le Rwanda ont mis en place de bons documents qui guident le développement responsable au niveau national;

Félicitons l'effort de certain acteurs du secteur privé dans les secteurs pétrolier et minier qui appliquent dans leurs activités le principe du Gain Net (GN) concernant la conservation de la biodiversité;

Reconnaissons que certains écosystèmes de la région du Rift Albertin ont une importance écologique mondiale si élevée que le coût de leur destruction ne peut être égalé par un gain économique qui pourrait provenir d'une telle destruction;

Nous recommandons par la présente ce qui suit:

- ➔ Les EIEs¹ devraient être accordé suffisamment de temps pour permettre une compréhension approfondie des problèmes sur le terrain ainsi que les consultations publiques;
- ➔ Le processus d'EIE devrait être plus transparent et des mesures nécessaires devraient être prises pour que les informations des EIEs soient facilement accessibles par le public;

¹ Etudes d'Impactes Environnementaux

- Les régulateurs d'EIE doivent toujours se rappeler que les études d'EIE sont financées par les promoteurs de projets, et devraient donc être plus rigoureux lors de la vérification des résultats de ces études;
- Les experts de l'EIE devraient être indépendants et démontrer un haut degré de professionnalisme afin de ne pas être influencé par leurs clients;
- Les évaluations d'impacts stratégiques devraient être intégrés comme il se doit dans les processus de planification nationale afin de s'assurer que les décisions stratégiques sont prises à temps;
- Une atmosphère conviviale et collaborative devrait exister entre les gouvernements, la société civile et le secteur privé pour s'assurer que les différentes opinions concernant les priorités et les préoccupations de chaque partie sont adressées de manière non conflictuelle;
- Des moyens et ressources devraient être mises à disposition pour la mise en application des plans de gestion de l'environnement retrouvés dans les rapports d'EIEs;
- Des études sur l'évaluation des services environnementaux devraient être menées pour s'assurer que les planificateurs ont une bonne base pour faire des compromis sensibles lors de la prise de décisions;
- De nouvelles méthodes et technologies devraient être appliquées lors de la mise en œuvre de projets de développement afin de bénéficier de notre compréhension moderne du fonctionnement des écosystèmes, des sociétés humaines et des systèmes socio-économiques;
- Les programmes de responsabilité sociale des entreprises des compagnies œuvrant dans le secteur des ressources naturelles devraient être ciblés et axés sur la maximisation des avantages pour les populations locales afin de compenser la perte de leurs moyens de subsistance due aux activités de ces compagnies;
- Des plates-formes de dialogue devraient être encouragées pour fournir un mécanisme permettant toutes les parties prenantes de se réunir afin d'examiner les progrès réalisés, identifier les lacunes et s'accorder sur des mesures à prendre pour que le développement de la région ne soit pas réalisé au détriment de l'environnement;
- Les communautés locales devraient être habilitées pour devenir des actionnaires et des partenaires égaux dans les nouveaux grands projets qui prolifèrent aujourd'hui dans la région dans le secteur des ressources naturelles;
- Les gouvernements devraient engager des ressources et du temps afin d'assurer un suivi participatif de la gestion de l'environnement;
- Le secteur privé devrait développer des modèles et des pratiques commerciales qui intègrent l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses impacts;
- Les efforts d'ARCOS et de REMA pour organiser ce dialogue sont félicités et un événement comme celui-ci devrait être organisé régulièrement, au moins une fois par an.